

Direction de la Stratégie

La Directrice Générale

Direction départementale de l'Indre

à

Affaire suivie par :

Monsieur le Président du Conseil d'administration
EHPAD « La Roche Bellusson »
Lieu-dit La Roche Bellusson
36220 MERIGNY

Secrétariat de la DD (ARS-DD36)

N/Réf : 2023-DS-306

Date : **29 AOÛT 2023**

Lettre R.A.R. n°2C 172 119 8241 4

Objet : 36/Merigny/EHPAD « La Roche Bellusson »_contrôle du 15 mai 2023_notification décisions administratives définitives.

Monsieur le Président,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) « La Roche Bellusson », situé au lieu-dit La Roche Bellusson à Merigny, a été contrôlé par mes services, à compter du 15 mai 2023, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 30 juin 2023, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

Par courriel du 11 août 2023, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse interne, notamment par la mission de contrôle.

Vous y déclariez avoir procédé à la mise en œuvre de certaines de ces mesures correctives et vous en attestiez par l'envoi de preuves documentaires : j'en prends acte, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par mes services, du suivi du contrôle.

Au final, au regard de vos premiers éléments de réponses, et après les avoir mises à jour au vu de vos éléments de réponse, je confirme l'ensemble des mesures envisagées, à l'exception de celles indiquées comme réalisées, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives. Vous en trouverez la liste dans le tableau joint.

Dans le respect des échéances formalisées dans le tableau annexé, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (*cf. supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires de la mise en œuvre des mesures, afin de permettre leur levée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

La directrice générale,



Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil Départemental de l'Indre

Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : www.telerecours.fr.

MESURES ADMINISTRATIVES DÉCIDÉES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ARS CENTRE-VAL DE LOIRE

RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

EHPAD « La Roche Bellusson » (Merigny, 36)

N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, direc- tives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
01	GOUVERNANCE					
011	• Disposer d'un registre des entrées et sorties complet et à jour		x		Articles L331-2 et D312-59-7 du CASF	Réalisé – sans objet
012	• Disposer d'un plan bleu complet		x		Article D312-160 du CASF	1 mois
02	FONCTIONS SUPPORT					
021	• S'assurer des qualifications des aides-soi- gnants, des AES et des personnels assurant des astreintes de direction		x		Article L312-1 du CASF Article D312-176-6 et 7 du CASF	1 mois
022	• Etre en mesure de former l'ensemble des per- sonnels au sujet de la bientraitance	x			Recommandation ANESM – décembre 2008	
03	PRISE EN CHARGE					
031	• Disposer de la charte des droits et libertés de la personne accueillie		x		Article L311-4 du CASF	Réalisé – sans objet
032	• Disposer de contrats de séjour complets		x		Article D311 V du CASF	1 mois
033	• Etre en capacité de réévaluer les projets d'ac- compagnement personnalisé chaque année	x				
034	• Attester de la mise en place d'une commission de coordination gériatrique annuelle		x		Article D312-158 3° du CASF	Réalisé – sans objet
035	• Disposer d'une convention formalisée avec : • Une pharmacie ; • Un établissement de santé proche.		x		Article L5126-10 II du CSP Article D312-155-0 5° du CASF	3 mois